D'autre part, il était déjà apparu, lors du débat de 1908, dans les trente-trois nations qui avait supprimé la peine de mort ou n'en faisaient plus usage depuis de nombreuses années, que le nombre des meurtres n'avait pas augmenté.

Les partisans de l'abolition affirment que celle-ci est sans effet sur le nombre des infractions sanglantes. Je suis persuadé qu'ils ont raison. Les statistiques sont d'ailleurs pour eux. Les adversaires de l'abolition, plus violemment que les premiers, soutiennent le contraire, mais ils n'apportent pas plus, sinon moins, de preuves que l'autre camp. Allons-nous continuer à nous affronter ainsi en manipulant des statistiques qui n'ont aucune force probante sur nos convictions intimes ?

C'est donc la mienne que je vous livrerai. Pour moi, répondre à un homicide par un meurtre légal n'est pas une solution acceptable. Chacun en a la conviction. Il s'agit autant d'un problème ontologique que de l'organisation de la vie sociale, terriblement aggravée par les maux que secrète notre société contemporaine.

Comment nier que la violence, qui nous agresse par bouffées d'actualité, soit le signe d'une société en crise à la recherche de ses fondements, de ses valeurs et qu'elle traduise les difficultés, insurmontables pour certains, à vivre la fin de l'expansion industrielle ?

Condamner à mort ces déshérités, c'est assurer notre faillite et notre propre désarroi. On ne jugule pas la peur par la violence de mises à mort, même « légitimes ». Nest-il pas avilissant de se débarrasser d'un coupable au petit jour ?

Est-on sûr qu'un criminel ne soit pas amendable et qu'un homme qui a tué ne soit plus humain, aussi horrible que soit son crime ? Il arrive que les circonstances révèlent son seullement l'homme à lui-même dans sa grandeur, mais aussi dans la brutalité de ses instincts. La psychanalyse nous a suffisamment éclairés sur la complexité de nos labyrinthes intérieurs pour qu'il n'y ait une certaine hypocrisie à classer nos semblables en deux catégories : les sous-hommes et les saints.

Je parle au nom des radicaux de gauche : notre tradition est trop profondément enracinée dans l'humain, c'est-à-dire dans le respect et la confiance en l'homme, pour que nous acceptions le maintien de la peine de mort. Et s'il existe encore des civilisations dans lesquelles la vie d'un être à moins de prix que la survie du groupe, nous ne pouvons admettre, nous, le meurtre de Socrate au nom de la cité, lequel fut, qui plus est, une grave erreur. L'erreur, elle aussi, est humaine et mieux vaut qu'elle puisse être réparée.

La peine de mort va être abolie et, pour notre part, nous nous en réjouissons profondément. Restera un vaste programme pour restaurer la confiance de nos citoyens dans la justice de notre pays. Je sais, monsieur le garde des sceaux, que telle est la tâche que vous vous êtes assignée. Nous serons à vos côtés. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le garde des sceaux, hier, pus encore que votre talent, j'enviais votre certitude.

La peine de mort est pratiquement abolie : sept exécutions ont eu lieu en dix ans et la dernière remonte à quatre ans. Cependant, fait politique, non pas au sens électoral mais au sens le plus noble du terme, dont nous ne pouvons pas ne pas tenir compte, 62 p. 100 de nos compatriotes souhaitent le maintien de la peine capitale.

A entendre ceux de nos collègues qui ont motivé leur position en faveur de son maintien, on comprend qu'ils ne s'abandonnent pas à la tentation de la vengeance, à la poursuite de la loi du talion mais qu'ils éprouvent, avec une intensité dramatique, une sympathie — au sens étymologique du terme, *συνπαθειν*, de « partager la souffrance » — pour les victimes. Ils ont donc le sentiment, face à la souffrance causée à la victime et aux membres de sa famille qui lui survivent, qu'il faut maintenir, au-dessus des éventuels criminels, l'épée de Damoclès, qui est la menace de la peine capitale.

Ils veulent aussi manifester à la fois un sentiment de sympathie pour les victimes et de solidarité envers les forces de l'ordre, ces gendarmes, ces policiers qui, au nom de la République, assurent la défense des citoyens qui, et, souvent au péril de leur vie, du fait de leurs contacts répétés avec la violence, accomplissent leur si noble devoir.

Leur argument le plus important, le plus insistant, le plus lancinant, même s'ils ont médité sur les textes des Eglises selon lesquels il faut aller vers l'abolition de la peine de mort, fut celui du rappel de l'acte abominable que constitue la récidive criminelle.

Telles sont sans doute les raisons pour lesquelles 62 p. 100 de nos compatriotes, en ces temps de violence sur notre vieux sol millénaire comme partout dans le monde, se refusent à

l'abolition de la peine de mort, persuadés que cette peine suprême est nécessaire à la protection du citoyen, qu'elle est un instrument de la justice : quand on a tué, on doit subir les duretés extrêmes de la loi.

C'est aussi pourquoi, monsieur le garde des sceaux, j'éprouve personnellement le regret que notre Constitution n'ait pas permis, sur ce problème si grave et qui engage nos conceptions de la vie et de la société, d'ouvrir une grande campagne publique, avant un référendum auquel auraient participé tous les citoyens qui se sentent effectivement concernés par la réponse à donner. J'en aurais espéré beaucoup, et un tel débat eût été digne d'un pays comme la France.

Mais puisqu'il n'en a pas été ainsi, je souhaite que ceux qui sont favorables au maintien de la peine de mort, parce qu'ils l'estiment nécessaire, parce qu'ils pensent qu'elle est dissuasive, parce qu'ils la considèrent comme l'un des éléments du pacte social, aient recours à la réflexion, à l'information et pour ceux qui s'y adonnent à la prière, et comprennent au terme de cette quête de la vérité et de l'efficacité qu'il est de l'intérêt général d'abolir la peine de mort et que ce sera un honneur pour la France d'y parvenir enfin. Mais cette abolition ne doit pas devenir pour autant l'alibi d'un Etat qui rejoindrait, après beaucoup d'autres, les rangs de ceux qui ont exclu la peine capitale. Ce débat devrait permettre un exhaussement de l'âme collective, une réflexion de tous sur les causes profondes de la violence et sur les moyens matériels et intellectuels, économiques et sociaux, d'en réduire l'intensité et d'en diminuer le danger.

Le premier argument de ceux de nos collègues qui sont partisans de la peine de mort, en symbiose avec les 62 p. 100 de Français qui veulent également son maintien, c'est que la société a le devoir — qui le nie ? — de protéger ses membres contre les criminels.

Certes, la société a non seulement le droit, mais aussi le devoir de protéger les citoyens de la violence, mais elle ne doit pas pour autant renoncer à reconnaître la primauté de la personne humaine.

N'est-il pas frappant de constater qu'en ces temps où la violence déferle sur tous les pays occidentaux, car aucune nation, quel que soit son système politique, n'est épargnée, les plus hautes instances religieuses ont conclu, au terme d'une longue réflexion, que la peine de mort ne pouvait pas être maintenue dans les Etats qui se recommandent de la conception de la personne humaine qui a tissé la trame de nos sociétés occidentales, marquées depuis des millénaires par les saintes écritures, la Bible et l'Evangile ?

Aux Etats-Unis, où il y a 20 000 meurtres par an, en République d'Irlande, limitrophe de l'Irlande du Nord, qui vit un drame permanent, en Italie, où le terrorisme fait rage, les plus hautes instances religieuses, dans des revues éminentes, ont toutes proclamé que si la société, pour se protéger de la criminalité, se devrait de mettre les criminels hors d'état de faire le mal, il n'était pas nécessaire, pour atteindre ce but, qu'elle recoure à la peine de mort, car l'élimination physique du délinquant relève de la barbarie.

En juin 1979, c'est la commission sociale de l'épiscopat français et celle de la fédération protestante de France qui déclaraient : « Il est nécessaire de prévoir à l'égard des meurtriers des sanctions en rapport avec la gravité de leurs actes et des mesures susceptibles d'empêcher les récidives et le développement de la violence meurtrière. Mais la peine de mort ne constitue pas une sanction appropriée. »

Le deuxième argument de ceux qui estiment de leur devoir de demander le maintien de la peine de mort, est que celle-ci serait dissuasive. Or, incontestablement, les recherches sur la criminalité moderne démontrent qu'il est scientifiquement impossible d'établir un lien certain entre l'abolition de la peine de mort et une augmentation de la criminalité. Selon de très nombreuses enquêtes internationales, que vous avez vous-même citées hier, monsieur le ministre, la suppression de la peine de mort n'entraîne pas en effet une évolution sensible de la criminalité, Thorsten Sellin, dans une étude citée par la très sérieuse *Documentation catholique* du 21 juin dernier, examinant la relation pouvant exister entre le maintien ou l'abolition de la peine de mort et les crimes commis à l'encontre des policiers et de ceux qui, dans le cadre des forces de l'ordre, risquent, plus que d'autres, leur vie, et souvent la donnent, pour la défense de la société, a scientifiquement prouvé qu'il n'y avait pas de lien, de corrélation entre la peine de mort et la criminalité à l'encontre des forces de l'ordre.

Non, la peine de mort n'a pas la portée dissuasive que beaucoup imaginent. Il est prouvé qu'elle n'a pas cette exemplarité à laquelle, pour une très large part, croit encore l'opinion publique.